

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL

(Division des services essentiels)

Région : Laurentides
Dossier : 1042233-71-2009
(CM-2020-4427)
Dossier accréditation : AM-1001-1798

Montréal, le 17 décembre 2020

DEVANT LA JUGE ADMINISTRATIVE : Dominique Benoît

Ville de Saint-Eustache
Employeur

et

**Syndicat canadien de la fonction publique,
section locale 928**
Association accréditée

DÉCISION

ATTENDU qu'en vertu du premier alinéa de l'article 111.0.17 du Code du travail³ (le Code), s'il est d'avis qu'une grève peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité publique, le Tribunal peut, de son propre chef ou à la demande d'une partie intéressée, ordonner à un employeur et à une association accréditée d'un service public de maintenir des services essentiels en cas de grève;

ATTENDU que l'employeur visé par la présente décision, soit une municipalité, constitue un service public au sens de l'article 111.0.16 du Code du travail;

³ RLRQ, c. C-27.

ATTENDU que l'association accréditée représente :

« Tous les employés manuels à l'exception des employés de bureau, des pompiers, des policiers et de toutes les autres catégories automatiquement exclues par la loi. »

De : **Ville de Saint-Eustache**

145, rue Saint-Louis

Saint-Eustache (Québec) J7R 1X9

Établissement visé:

145, rue Saint-Louis

Saint-Eustache (Québec) J7R 1X9;

ATTENDU qu'une grève dans ce service public peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité du public;

EN CONSÉQUENCE, le Tribunal administratif du travail :

ORDONNE à l'employeur et à l'association accréditée de maintenir des services essentiels et de se conformer aux exigences des articles 111.0.18 et 111.0.23 du Code du travail en cas de grève;

SUSPEND l'exercice du droit de grève jusqu'à ce que l'association accréditée se conforme aux exigences des articles 111.0.18 et 111.0.23.

Dominique Benoît

M^{me} Isabelle Gauthier
Pour l'employeur

/sc